



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1868 du 11 décembre 2024

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

DIJON CEREALES

**HAMEAU DE MUNOIS
COMMUNES DE DARCEY/GISSEY-SOUS-FLAVIGNY**

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 octobre 2007 autorisant le fonctionnement de la Société Dijon Céréales, Hameau de Munois, communes de Darcey et Gisse-sous-Flavigny ;

VU le rapport du 4 novembre 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 12 septembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 4 novembre 2024 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation de bâches recouvrant les dépôts d'ammonitrates en vrac a été constatée le jour de l'inspection alors que le dispositif de contrôle des températures présente des erreurs métrologiques importantes ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les dispositions de l'article 42.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 octobre 2007 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que l'absence de détection automatique de NO₂ dans le magasin de stockage des engrais en big-bags est constatée et que la pertinence du système retenu pour les dispositifs de détection ainsi que son dimensionnement doivent être démontrés pour le bâtiment de stockage ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les dispositions de l'article 42.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 octobre 2007 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté l'absence partielle en partie haute de trait de marquage sur la paroi de la case numérotée 8 contenant les ammonitrates ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les dispositions de l'article 42.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 octobre 2007 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que l'erreur métrologique de l'appareil de mesure de la température ne permet pas de garantir l'interdiction d'entreposage d'engrais ayant une température supérieure à 50°C ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les dispositions du premier paragraphe de l'article 42.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02 octobre 2007 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté la présence d'ammonitrates dans la case numérotée 8 dans des conditions de stockage susceptibles de conduire à une dégradation notable des caractéristiques physiques des engrais ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les dispositions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que les passages libres entre les îlots de stockage des big-bags d'engrais à base de nitrate d'ammonium et les autres îlots étaient largement inférieurs à 4 mètres de distances ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les dispositions de l'article 11.1.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société Dijon Céréales, dont le siège social est situé 4 Boulevard de Beauregard, BP 4075 21604 LONGVIC CEDEX, est mise en demeure de respecter pour son activité de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium située sur le territoire du Hameau de Munois, communes de Darcey et Gisse sous Flavigny, les prescriptions suivantes :

- l'article 42-1 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2007 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- l'article 42-4 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2007 sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- l'article 42-5.2 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2007 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- le premier paragraphe de l'article 42-6.2 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2007 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ;
- les articles 10.7 et 11.1 et de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société DIJON CEREALES.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, les Maires des communes de Darcey et Gissey sous Flavigny, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Signé
Denis BRUEL